

Rapport financier semestriel

pour la période
close au 30 juin 2012

1	RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSÉS	PAGE 16
3	CERTIFICATION	PAGE 37
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 38

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 26 juillet 2012 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 30 juin 2012. L'examen limité des comptes intérimaires consolidés condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le Rapport financier semestriel au 30 juin 2012.

Le rapport d'activité doit être lu en liaison avec les comptes intérimaires consolidés condensés et le Document de Référence de la société pour l'exercice 2011 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 avril 2012 sous le numéro D.12-0315. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution l'expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 2 « facteurs de risques » du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les six mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructuration et autres », et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et lignes de produits, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

Le résultat brut d'exploitation (ou « EBITDA ») est défini comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Cet indicateur financier est une mesure non comptable.

Le Groupe a mis en place sa nouvelle organisation centrée sur les pays, et il a adapté son information financière en conséquence. Les résultats des opérations sont désormais analysés en premier lieu pays par pays et non plus par ligne de produit, et sont présentés par région.

Depuis juillet 2011, le Groupe a engagé un projet de cession de la majeure partie de sa branche Plâtre et a cédé sur le second semestre 2011 ses activités d'Europe occidentale, Europe centrale et de l'est, Amérique Latine et Asie. Conformément aux normes IFRS, la contribution des activités abandonnées de la branche Plâtre au compte de résultat consolidé et au tableau de flux de trésorerie du Groupe apparaît dans des lignes spécifiques pour chacun des exercices présentés jusqu'à la date effective de leur cession. Dans le bilan consolidé du Groupe, l'actif et le passif de la branche Plâtre figurent sur des lignes distinctes uniquement pour les périodes closes en 2012 et le 31 décembre 2011, aucun retraitement n'ayant été effectué pour les périodes antérieures.

1.1 Chiffres clés consolidés

Volumes

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Ciment (MT)	69,7	70,6	-1 %	-	38,4	39,5	-3 %	-2 %
Purs granulats (MT)	84,2	86,1	-2 %	-3 %	51,0	51,4	-1 %	-2 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	15,7	16,8	-7 %	-2 %	8,6	9,2	-7 %	-

Chiffre d'affaires

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Par zone géographique								
Amérique du Nord	1 395	1 236	13 %	16 %	905	800	13 %	15 %
Europe occidentale	1 624	1 800	-10 %	-10 %	871	956	-9 %	-10 %
Europe centrale et de l'Est	561	561	-	1 %	380	382	-1 %	-
Moyen-Orient et Afrique	2 196	2 037	8 %	4 %	1 152	1 062	8 %	3 %
Amérique Latine	474	434	9 %	12 %	233	225	4 %	7 %
Asie	1 364	1 192	14 %	11 %	720	629	14 %	9 %
Par branche								
Ciment	5 127	4 822	6 %	5 %	2 819	2 661	6 %	3 %
Granulats et Béton	2 443	2 396	2 %	3 %	1 418	1 372	3 %	4 %
Holdings et autres	44	42			24	21		
Total	7 614	7 260	5 %	4 %	4 261	4 054	5 %	3 %

EBITDA

	6 Mois		Variation	Variation	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation
	2012	2011		à périmètre et taux de change constants	2012	2011		à périmètre et taux de change constants
Par zone géographique								
Amérique du Nord	119	58	105 %	71 %	165	133	24 %	20 %
Europe occidentale	279 ⁽¹⁾	345	-19 % ⁽¹⁾	-22 % ⁽¹⁾	185 ⁽¹⁾	194	-5 % ⁽¹⁾	-9 % ⁽¹⁾
Europe centrale et de l'Est	86 ⁽¹⁾	118	-27 % ⁽¹⁾	-22 % ⁽¹⁾	100 ⁽¹⁾	127	-21 % ⁽¹⁾	-19 % ⁽¹⁾
Moyen-Orient et Afrique	643	572	12 %	10 %	328	298	10 %	5 %
Amérique Latine	129	115	12 %	12 %	70	62	13 %	13 %
Asie	267	205	30 %	25 %	159	120	33 %	25 %
Par branche								
Ciment	1 358 ⁽¹⁾	1 273	7 % ⁽¹⁾	6 % ⁽¹⁾	845 ⁽¹⁾	804	5 % ⁽¹⁾	3 % ⁽¹⁾
Granulats et Béton	130	144	-10 %	-18 %	147	143	3 %	-2 %
Holdings et autres	35	(4)			15	(13)		
Total EBITDA	1 523⁽¹⁾	1 413	8 %⁽¹⁾	5 %⁽¹⁾	1 007⁽¹⁾	934	8 %⁽¹⁾	4 %⁽¹⁾

- (1) Ces chiffres sont pénalisés par la baisse des ventes de crédits carbone :
- Europe occidentale : produits en baisse de 32 millions d'euros et de 9 millions d'euros pour le S1 et le T2, respectivement
 - Europe centrale et de l'Est : produits en diminution de 19 millions d'euros pour le S1 et le T2
 - Ciment et Total Groupe : produits en recul de 51 millions d'euros et de 28 millions d'euros pour le S1 et le T2, respectivement

Autres chiffres clés

	6 Mois		Variation	2 ^{ème} Trimestre		Variation
	2012	2011	%	2012	2011	%
Résultat d'exploitation courant	1 022	891	15 %	755	683	11 %
Résultat net, Part du Groupe ⁽¹⁾	13	260	-95 %	57	289	-80 %
Résultat par action (en euros) ⁽²⁾	0,05	0,91	-95 %	0,20	1,01	-80 %
Cash flow libre ⁽³⁾	(312)	(133)		122	142	-14 %
Endettement net	12 550	14 260	-12 %			

- (1) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe
- (2) Le nombre moyen d'actions en circulation s'élevait à 287,1 millions et 286,1 millions aux premiers semestres 2012 et 2011, respectivement, et à 287,1 millions et 286,2 millions aux deuxièmes trimestres 2012 et 2011 respectivement
- (3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

1.2. Analyse des résultats

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, aux volumes vendus, à l'EBITDA, ainsi qu'au résultat d'exploitation courant comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

L'analyse par pays de l'évolution de nos volumes et de nos ventes, sauf indication contraire, concerne les volumes domestiques et le chiffre d'affaires provenant du marché géographique concerné et réalisé sur ce marché, et ne tient donc pas compte des ventes et des volumes à l'exportation.

Faits marquants du Groupe au premier semestre 2012

- Le chiffre d'affaires est en progression sur le trimestre et sur le semestre, soutenu par des actions sur les prix dans l'ensemble de nos activités en réponse à l'inflation des coûts.
- Le Groupe réduit ses coûts de 170 millions d'euros au cours du premier semestre, 100 millions d'euros sur le trimestre, en ligne avec son objectif de réaliser au moins 400 millions d'euros d'économies en 2012.
- L'EBITDA et le résultat d'exploitation courant augmentent sur le trimestre et sur le semestre, soutenus par une croissance à deux chiffres au Moyen-Orient & Afrique, en Asie, en Amérique Latine, et en Amérique du Nord. Les marges progressent également sur le trimestre et sur le semestre, en hausse de 130 points de base en excluant les ventes de crédits carbone.
- Le Groupe enregistre au deuxième trimestre une charge non récurrente de 200 millions d'euros liée à des dépréciations d'actifs en Grèce et des charges de restructuration à hauteur de 148 millions d'euros sur le semestre dans le cadre de la mise en oeuvre de notre programme de réduction des coûts.
- Le résultat net part du Groupe est en baisse du fait des dépréciations d'actifs et des charges de restructuration. Si l'on exclut ces charges, le résultat net part du Groupe et le résultat par action sont en progression de 15 % sur le semestre.
- L'endettement net à 12,5 milliards d'euros a été réduit de 1,7 milliard d'euros par rapport à juin 2011 et la forte liquidité du Groupe a été renforcée de 675 millions d'euros par l'émission en juillet d'emprunts obligataires à moyen terme sans covenants financiers et à des taux d'intérêts inférieurs à 6 %.

Synthèse du chiffre d'affaires, de l'EBITDA et du résultat d'exploitation courant

La tendance haussière du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel observée au premier trimestre s'est confirmée au deuxième trimestre, sous l'effet conjugué de la hausse des prix et des économies de coûts.

À 69,7 millions de tonnes, les ventes de ciment en volumes ont reculé de 3 % par rapport au deuxième trimestre 2011 et de 1 % sur le premier semestre, sous l'effet des désinvestissements et de la baisse des volumes principalement observée en Europe occidentale et en Europe centrale et de l'Est, partiellement compensée par l'amélioration enregistrée en Amérique du Nord et en Asie. Les volumes vendus de granulats ont enregistré un repli de 1 % sur le trimestre et de 2 % sur le semestre lié à la baisse de l'activité de construction en Europe occidentale. Les volumes vendus de béton ont diminué de 7 % sur les deux périodes en raison de la cession des activités de béton prêt à l'emploi aux Etats-Unis au troisième trimestre 2011, créant une base de comparaison défavorable. A périmètre constant, les volumes de béton prêt à l'emploi sont restés stables.

Le chiffre d'affaires consolidé, à 7 614 millions d'euros pour le premier semestre 2012, et 4 261 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2012, a progressé de 5 % sur les deux périodes, soutenu par les hausses de prix dans l'ensemble de nos activités en réponse à l'inflation des coûts, par l'augmentation des volumes de ciment en Amérique du Nord et en Asie, et par l'évolution favorable des taux de change.

Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact négatif de 1,1 % sur le chiffre d'affaires (impact négatif de 1,3 % au deuxième trimestre), sous l'effet de la cession de nos activités dans le sud-est des Etats-Unis et de nos activités Granulats et Béton au Portugal, en partie annulée par différents développements ciblés dans les lignes de produits Granulats et Béton dans le but d'optimiser notre portefeuille d'activités. Les variations de change ont eu un impact favorable (2,1% pour le premier semestre 2012, et 3,2% au deuxième trimestre 2012), grâce principalement à l'appréciation face à l'euro du dollar US, du dollar canadien, de la livre sterling et du renminbi chinois, en partie contrebalancée par la dépréciation de la roupie indienne, du rand sud-africain, du real brésilien et du zloty polonais.

L'EBITDA est en hausse de 8 % sur le trimestre et le semestre, sous l'effet des progressions à deux chiffres de l'EBITDA enregistrées au Moyen-Orient & Afrique, en Amérique Latine, en Asie, et en Amérique du Nord. En revanche, l'Europe occidentale et en Europe centrale et de l'Est ont enregistré une baisse en raison des conditions météorologiques défavorables observées au début de l'année, de la diminution de 51 millions d'euros des ventes de crédits carbone par rapport au premier semestre 2011, et d'un environnement économique défavorable.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA a progressé de 4 % sur le trimestre et de 5 % sur le semestre, grâce aux hausses de prix et aux mesures rigoureuses de réduction des coûts, avec 170 millions d'euros d'économies de coûts réalisées sur le premier semestre 2012 (100 millions d'euros sur le deuxième trimestre), et malgré la diminution des ventes de crédits carbone.

Le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en hausse de 9 % sur le semestre, et de 7 % sur le deuxième trimestre, à périmètre et taux de change constants et en excluant l'impact de l'arrêt de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni à partir du 1^{er} mars 2011 dans le cadre de leur apport prévu à la joint-venture avec Tarmac UK (amortissement réduit de 10 millions d'euros, cf. note 3 des comptes consolidés intermédiaires condensés).

Analyse des résultats par région

Amérique du Nord

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Volumes								
- Ciment (MT)	5,7	5,7	1 %	14 %	3,7	3,7	2 %	13 %
- Purs granulats (MT)	40,6	38,6	5 %	6 %	26,5	25,8	3 %	4 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	2,9	3,2	-9 %	15 %	1,8	2,0	-8 %	16 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 395	1 236	13 %	16 %	905	800	13 %	15 %
EBITDA (millions d'euros)	119	58	105 %	71 %	165	133	24 %	20 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	8,5 %	4,7 %			18,2 %	16,6 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	20	(63)	nm	165 %	115	73	58 %	42 %

Globalement, le secteur des matériaux de construction est resté bien orienté, ce qui s'est traduit par une hausse des volumes pour l'ensemble de nos activités à périmètre constant aussi bien sur le trimestre que sur le semestre.

- **Aux Etats-Unis**, les prix du ciment sont en hausse et les volumes se sont inscrits en progression de 12 % à périmètre constant au deuxième trimestre (+14 % au premier semestre). Cette évolution a compensé la baisse des volumes de béton prêt à l'emploi liée à la diminution du nombre de grands projets par rapport à l'année dernière. Les volumes vendus de granulats ont légèrement progressés tandis que les prix sont restés bien orientés.
- **Au Canada**, les volumes vendus sont en forte croissance pour l'ensemble de nos activités, soutenus notamment par différents grands projets dans l'ouest du pays et par des conditions météorologiques favorables.

Le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 13 % sur le semestre et au deuxième trimestre. Sur le semestre, la cession de nos activités dans le sud-est des Etats-Unis en octobre 2011 a eu un impact défavorable sur notre chiffre d'affaires de 8 %, tandis que l'appréciation du dollar canadien et du dollar US par rapport à l'euro a eu un impact positif sur le chiffre d'affaires de 5 %. À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 16 % sur le semestre et de 15 % au deuxième trimestre, reflétant l'accroissement des volumes et la hausse des prix du ciment aux Etats-Unis.

L'EBITDA progresse de 32 millions d'euros au deuxième trimestre (et de 61 millions d'euros au premier semestre), sous l'effet conjugué de la hausse du chiffre d'affaires, d'une inflation des coûts moins marquée et des mesures rigoureuses de réduction des coûts ; la cession de nos activités dans le sud-est des Etats-Unis a également eu une contribution positive sur nos résultats.

Europe occidentale

	6 Mois		Variation	Variation	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation
	2012	2011		à périmètre et taux de change constants	2012	2011		à périmètre et taux de change constants
Volumes								
- Ciment (MT)	8,3	9,3	-11 %	-11 %	4,5	5,0	-11 %	-11 %
- Purs granulats (MT)	25,9	31,0	-16 %	-14 %	13,9	16,1	-14 %	-12 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	5,0	6,4	-21 %	-16 %	2,6	3,3	-20 %	-15 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 624	1 800	-10 %	-10 %	871	956	-9 %	-10 %
EBITDA (millions d'euros)	279⁽¹⁾	345	-19 %⁽¹⁾	-22 %⁽¹⁾	185⁽¹⁾	194	-5 %⁽¹⁾	-9 %⁽¹⁾
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	17,2 %	19,2 %			21,2 %	20,3 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	186 ⁽¹⁾	235	-21 % ⁽¹⁾	-29 % ⁽¹⁾	138 ⁽¹⁾	147	-6 % ⁽¹⁾	-10 % ⁽¹⁾

(1) Ces chiffres sont pénalisés par la diminution des ventes de crédits carbone en 2012 par rapport à 2011 : impact de 32 millions d'euros et de 9 millions d'euros pour le S1 et le T2, respectivement

En Europe occidentale, l'activité de la construction a été particulièrement faible au premier semestre 2012 par rapport à l'an passé, en raison de l'impact de la crise économique et de la base de comparaison élevée, le premier trimestre 2011 ayant bénéficié de conditions météorologiques particulièrement favorables.

De ce fait, les volumes vendus à périmètre constant ont été en recul pour l'ensemble de nos activités, alors que les prix sont restés globalement stables.

- **En France**, la baisse de l'activité de construction s'est trouvée amplifiée par des conditions météorologiques défavorables, ce qui a entraîné un recul des volumes pour nos trois activités. Sur le semestre, nos ventes domestiques de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi ont chuté de 7 %, 11 % et 7 % respectivement en volumes.
- **Au Royaume-Uni**, après un premier trimestre relativement stable, les ventes domestiques de ciment ont diminué en volumes en raison de précipitations importantes et d'un ralentissement du secteur de la construction à quelques mois des Jeux Olympiques. Sur le semestre, les ventes ont ainsi baissé de 6 % en volumes. Nos ventes de purs Granulats et de béton prêt à l'emploi ont diminué de 14 % et de 16 % respectivement en volumes, après l'achèvement de différents projets routiers, notamment l'A46 et la M25.
- **En Espagne et en Grèce**, la conjoncture économique très défavorable s'est traduite par une chute de respectivement 28 % et de 39 % des volumes domestiques de ciment vendus sur le semestre, avec des tendances relativement similaires au premier et au deuxième trimestre.

Le chiffre d'affaires s'est inscrit en retrait de 9 % sur le trimestre et de 10 % sur le semestre, dans un contexte de crise économique.

Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact négatif de 1 % sur le chiffre d'affaires du premier semestre, reflétant les effets de la cession de nos activités Granulats et béton au Portugal, tandis que l'appréciation de la livre sterling par rapport à l'euro a eu un effet légèrement positif de 1 %. À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'inscrit en diminution de 10 % sur le trimestre et sur le semestre.

Les mesures rigoureuses de réduction des coûts mises en place et une inflation des coûts moins marquée ont permis d'atténuer l'impact de la baisse des volumes et de la diminution des ventes de crédits carbone. Ces dernières se sont élevées à 45 millions d'euros depuis le début de l'année contre 77 millions d'euros au premier semestre 2011 (23 millions d'euros au deuxième trimestre contre 32 millions d'euros en 2011).

Europe centrale et de l'Est

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Volumes								
- Ciment (MT)	5,9	6,2	-5 %	-7 %	4,1	4,3	-5 %	-7 %
- Purs granulats (MT)	9,1	8,3	9 %	-6 %	6,0	5,3	14 %	-4 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,7	0,8	-13 %	5 %	0,5	0,6	-6 %	13 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	561	561	-	1 %	380	382	-1 %	-
EBITDA (millions d'euros)	86⁽¹⁾	118	-27 %⁽¹⁾	-22 %⁽¹⁾	100⁽¹⁾	127	-21 %⁽¹⁾	-19 %⁽¹⁾
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	15,3 %	21,0 %			26,3 %	33,2 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	47 ⁽¹⁾	83	-43 % ⁽¹⁾	-33 % ⁽¹⁾	81 ⁽¹⁾	109	-26 % ⁽¹⁾	-22 % ⁽¹⁾

(1) Ces chiffres sont pénalisés par la diminution des ventes de crédits carbone en 2012 par rapport à 2011 : impact de 19 millions d'euros pour le S1 et le T2

L'Europe centrale et de l'Est a connu des conditions de marché contrastées. Le chiffre d'affaires est resté globalement stable au premier semestre 2012, et a connu une légère baisse de 1 % au deuxième trimestre.

Les effets de périmètre ont eu un impact positif (+3 %) sur le chiffre d'affaires du premier semestre, le Groupe ayant renforcé ses positions dans la région, avec notamment le démarrage de la production de clinker dans notre nouvelle cimenterie en Hongrie, et le renforcement de nos activités Granulats en Russie. Les variations de change ont eu en revanche un impact négatif de 4 % sur le chiffre d'affaires, reflétant principalement la dépréciation du zloty polonais par rapport à l'euro.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a progressé de 1 % sur le premier semestre et est resté stable au deuxième trimestre, l'évolution favorable des prix ayant contrebalancé la baisse des volumes de ciment et de Granulats. Des tendances contrastées ont été observées au sein de la région :

- **La Pologne** a bénéficié de la hausse des prix, mais notre performance s'est trouvée pénalisée par la rigueur des conditions météorologiques au début de cette année, et par la diminution des projets sur le semestre, les travaux de construction ayant été achevés avant le championnat d'Europe de football en juin. Sur les 6 premiers mois, nos ventes domestiques de ciment ont diminué de 18 % en volumes après la forte augmentation de 39 % observée sur le premier trimestre 2011. Les ventes de granulats se sont également inscrites en retrait en volumes, en raison de phénomènes de déstockage chez certains de nos clients et d'une base de comparaison particulièrement élevée sur 2011.
- **En Russie**, les marchés ont été bien orientés, et les ventes domestiques de ciment ont augmenté de façon significative sous l'effet d'une forte hausse des prix. Nos ventes domestiques de ciment ont progressé de 15 % en volumes au premier trimestre, mais des niveaux de production limités dans notre usine près de Moscou ont pesé sur les volumes vendus du deuxième trimestre.
- **La Roumanie** a enregistré des volumes en hausse dans l'ensemble des activités, les ventes domestiques de ciment s'inscrivant en progression de 6 % en volumes sur le semestre.

L'EBITDA de la région s'est inscrit en retrait de 27 % sur le premier semestre et de 21 % au deuxième trimestre, pénalisé par la diminution des ventes de crédits carbone. Ces ventes se sont élevées à 1 million d'euros sur le premier semestre 2012, après avoir atteint 20 millions d'euros au premier semestre 2011, en partie en raison de la fermeture temporaire du registre national de crédits carbone en Roumanie. A périmètre et taux de change constants, et en excluant les ventes de crédits carbone, l'EBITDA s'est inscrit en baisse de 5 % au deuxième trimestre et de 7 % sur le semestre, la hausse des prix ne permettant pas de compenser entièrement les effets conjugués de la hausse des coûts et de la baisse des volumes.

Moyen-Orient et Afrique

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Volumes								
- Ciment (MT)	23,4	24,4	-4 %	-2 % ⁽¹⁾	12,2	13,0	-6 %	-5 % ⁽¹⁾
- Purs granulats (MT)	4,4	4,4	-2 %	-4 %	2,4	2,3	3 %	1 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	3,5	2,8	25 %	11 %	1,8	1,5	22 %	10 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 196	2 037	8 %	4 %	1 152	1 062	8 %	3 %
EBITDA (millions d'euros)	643	572	12 %	10 %	328	298	10 %	5 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	29,3 %	28,1 %			28,5 %	28,1 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	480	419	15 %	12 %	246	222	11 %	5 %

(1) domestique uniquement

Les marchés sont restés bien orientés, notamment en Afrique subsaharienne, soutenus par l'accroissement de la demande de logements et des besoins en infrastructures.

Le chiffre d'affaires global a connu une progression de 8 % sur le semestre et au deuxième trimestre. Sur les 6 premiers mois, les variations de périmètre ont eu un impact positif sur le chiffre d'affaires, notamment grâce au développement de nos activités en Irak, tandis que l'impact des variations des taux de change a également été favorable (+2 % sur le chiffre d'affaires).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a connu une progression de 3 % sur le trimestre et 4 % sur le premier semestre, sous l'effet de l'évolution positive des prix, et avec une évolution plus contrastée des volumes vendus :

- **En Algérie**, le chiffre d'affaires domestique s'est inscrit en hausse de 6 % au premier semestre 2012, grâce à l'évolution sous-jacente vigoureuse du marché, en partie freinée par des niveaux de production insuffisants au niveau national.
- **En Egypte**, les volumes domestiques ont enregistré une baisse de 11 % sur le semestre, avec une base de comparaison 2011 particulièrement élevée, et des difficultés d'approvisionnement en gaz dans le pays ayant pénalisé les niveaux de production du deuxième trimestre 2012. Les prix ont poursuivi leur rétablissement progressif par rapport aux niveaux bas atteints au second semestre 2011. Toutefois, ils restent à des niveaux inférieurs à la moyenne du premier semestre 2011.
- **En Irak**, notre chiffre d'affaires domestique a été soutenu par d'importants besoins en logements. Nous avons renforcé notre présence dans le sud du pays avec l'usine de Kerbala, et nous avons développé nos activités de béton prêt à l'emploi. Les ventes domestiques de ciment ont progressé de 4 % en volumes sur le semestre, les prix moyens étant légèrement inférieurs à ceux du premier semestre 2011.
- **Au Kenya**, nos ventes domestiques de ciment ont connu une forte progression de 21 % sur le semestre, soutenues par le dynamisme du marché.
- **Au Maroc**, après la forte progression enregistrée par le marché en 2011 et au premier trimestre 2012, la croissance du marché de la construction s'est ralentie au deuxième trimestre 2012, pesant sur notre chiffre d'affaires qui s'est inscrit en recul de 3 % sur le semestre.
- **Au Nigéria**, la mise en service de notre nouvelle ligne de 2,2 MT au troisième trimestre 2011 nous a permis de mieux capter la croissance du marché ce qui, conjugué à l'augmentation des prix moyens de

vente, s'est traduit par une progression de 49 % de nos ventes domestiques de ciment au premier semestre 2012.

- **En Afrique du Sud**, nos activités ont toutes les trois bénéficié d'un accroissement des volumes et de hausses des prix.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA s'est inscrit en hausse de 5 % sur le trimestre et de 10 % sur le semestre, soutenu par la hausse du chiffre d'affaires et les mesures de réduction des coûts.

Amérique Latine

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Volumes								
- Ciment (MT)	4,5	4,2	5 %	5 %	2,2	2,2	-	-
- Purs granulats (MT)	1,3	1,1	22 %	22 %	0,7	0,6	14 %	14 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,5	0,3	29 %	29 %	0,3	0,1	27 %	27 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	474	434	9 %	12 %	233	225	4 %	7 %
EBITDA (millions d'euros)	129	115	12 %	12 %	70	62	13 %	13 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	27,2 %	26,5 %			30,0 %	27,6 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	108	94	15 %	15 %	60	52	15 %	15 %

Les marchés de la construction sont restés dynamiques dans la région, et le chiffre d'affaires a connu une progression de 7 % au deuxième trimestre et de 12 % sur le semestre, à périmètre et taux de change constants. Les variations de change ont eu un impact négatif de 3% sur le chiffre d'affaires.

- **Au Brésil**, nos ventes domestiques de ciment sont ressorties en hausse de 11 %, reflétant l'amélioration des niveaux de production et des conditions de marché favorables, tandis que nos activités granulats et béton ont été soutenues par différents projets d'infrastructures dans la région de Rio.
- **Au Honduras**, nos ventes domestiques de ciment ont progressé de 6 %, tandis qu'en **Equateur**, elles ont augmenté de 12 %.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA a enregistré une croissance de 13 % sur le trimestre et de 12 % sur les six premiers mois, soutenu par la hausse des prix mises en œuvre en réponse à l'inflation des coûts.

Asie

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2012	2011			2012	2011		
Volumes								
- Ciment (MT)	21,9	20,8	5 %	5 %	11,7	11,3	3 %	3 %
- Purs granulats (MT)	2,9	2,7	8 %	-2 %	1,5	1,3	16 %	2 %
- Béton prêt à l'emploi (Mm3)	3,1	3,3	-6 %	-4 %	1,6	1,7	-6 %	-2 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 364	1 192	14 %	11 %	720	629	14 %	9 %
EBITDA (millions d'euros)	267	205	30 %	25 %	159	120	33 %	25 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	19,6 %	17,2 %			22,1 %	19,1 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	181	123	47 %	43 %	115	80	44 %	38 %

En Asie, les marchés ont suivi une évolution satisfaisante dans la plupart des pays où nous sommes présents, et notre chiffre d'affaires a enregistré une croissance de 9 % et de 11 % au deuxième trimestre et sur le premier semestre, respectivement, à taux de change et périmètre constants. Les variations de changes ont eu un effet positif sur le chiffre d'affaires, tandis que les variations de périmètre ont eu un impact négligeable.

- **En Inde**, en dépit du ralentissement de l'activité au deuxième trimestre, les ventes domestiques de ciment ont connu une progression de 24 % sur le semestre, des actions sur les prix ayant été mises en oeuvre en réponse à la forte hausse des coûts, notamment des coûts de transport. Les ventes de béton prêt à l'emploi ont enregistré une légère hausse de 2 %, soutenues par la hausse des prix.
- **En Indonésie**, nos ventes domestiques de ciment ont progressé de 11 % au premier semestre 2012, avec des hausses de prix et un accroissement des volumes au deuxième trimestre.
- **En Malaisie**, le dynamisme du marché de la construction, notamment sur le segment des infrastructures, s'est traduit par une bonne orientation des volumes pour nos trois activités. Nos ventes domestiques de ciment ont connu une progression de 5 % sur la première moitié de l'année.
- **Aux Philippines**, la reprise des projets financés par le gouvernement à partir du second semestre 2011 s'est poursuivie en 2012 et s'est traduite par une augmentation de nos ventes domestiques de ciment de 12 % sur le premier semestre.
- **En Chine**, nos ventes de ciment ont subi l'impact du ralentissement du marché de la construction. Nos ventes domestiques de ciment sont restées stables en volumes depuis le début de l'année, tandis que les prix moyens ont diminué.
- **En Corée du Sud**, les conditions de marché se sont améliorées et les prix connaissent un rétablissement progressif par rapport à des niveaux historiquement bas, de sorte que les ventes domestiques de ciment se sont inscrites en hausse de 30 % sur le semestre.

L'EBITDA a progressé de 25 % sur le trimestre et sur les six premiers mois, la hausse des prix et les mesures de réduction des coûts compensant largement l'inflation des coûts.

Autres rubriques du compte de résultat

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de notre résultat d'exploitation et du résultat net aux 30 juin 2012 et 2011 :

	6 Mois		Variation
	2012	2011	%
EBITDA	1 523	1 413	8 %
Amortissements	(501)	(522)	4 %
Résultat d'exploitation courant	1 022	891	15 %
Plus (moins) valeurs de cession	44	25	76 %
Autres produits (charges) d'exploitation	(383)	(73)	
Résultat d'exploitation	683	843	-19 %
Produits (frais) financiers nets	(508)	(403)	-26 %
dont Charges financières	(591)	(529)	
Produits financiers	83	126	
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	10	(4)	
Résultat avant impôts	185	436	-58 %
Impôts	(82)	(104)	21 %
Résultat net des activités poursuivies	103	332	-69 %
Résultat net des activités abandonnées	(3)	20	
Résultat net	100	352	-72 %
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	13	260	-95 %
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	87	92	-5 %

Le montant des amortissements s'est élevé à 501 millions d'euros contre 522 millions d'euros en 2011, sous l'effet conjugué de l'arrêt de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni et de l'externalisation de certains équipements mobiles de carrières dans le but d'accroître notre flexibilité opérationnelle et de nous permettre de nous concentrer sur nos activités cœur de métier.

Les plus-values de cession se sont élevées à 44 millions d'euros au premier semestre 2012, contre 25 millions d'euros au premier semestre 2011. Elles résultent principalement de la plus-value réalisée sur la cession de la majeure partie de notre participation minoritaire dans Lafarge Aso Cement au Japon à notre partenaire Aso Corporation.

Les autres charges d'exploitation reflètent principalement l'impact des pertes de valeur d'actifs, des charges de restructuration, et des variations de provisions pour litiges. Elles se sont élevées à 383 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 73 millions d'euros en 2011. En 2012, le Groupe a enregistré des charges de restructuration pour un total de 148 millions d'euros (dont 54 millions d'euros au deuxième trimestre 2012) dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de réduction des coûts. Par ailleurs, la sévérité de la crise économique en Grèce a conduit à la constatation d'une dépréciation de goodwill et d'autres actifs pour un montant total de 200 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. En 2011, les autres charges d'exploitation comprenaient principalement des charges de restructuration et l'amortissement accéléré de certains actifs en Europe occidentale.

Le résultat d'exploitation a diminué de 19 % à 683 millions d'euros contre 843 millions d'euros au premier semestre 2011, en raison des éléments non récurrents décrits ci-dessus.

Les frais financiers nets, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, les résultats de change et les autres produits et charges financiers, sont ressortis à 508 millions d'euros, contre 403 millions d'euros en 2011.

Les charges financières au titre de la dette nette enregistrent une légère augmentation à 437 millions d'euros contre 415 millions d'euros, l'impact de la hausse des taux d'intérêt contrebalançant l'effet de la baisse de 1,7 milliard d'euros de l'endettement moyen. La décision de Standard & Poor's et Moody's de réviser à la baisse notre notation de crédit les 17 mars et 8 août 2011 respectivement, a mis en jeu des clauses de « step-up » sur certains de nos emprunts obligataires, entraînant une hausse des taux d'intérêt à payer. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute s'est établi à 6,3 % au premier semestre 2012, contre 5,6 % en 2011.

Les variations de change ont entraîné une perte de 25 millions d'euros au premier semestre 2012 (gain de 42 millions d'euros en 2011), liée principalement aux prêts et aux dettes libellés dans des devises pour lesquelles il n'existe pas de marché de produits de couverture.

Les autres charges financières ont atteint 46 millions d'euros contre 30 millions d'euros en 2011, et incluent principalement des commissions bancaires et l'amortissement des frais d'émission obligataire.

La quote-part dans le résultat des entreprises associées a représenté un gain net de 10 millions d'euros au premier semestre 2012, contre une perte nette de 4 millions d'euros au premier semestre 2011.

Les impôts se sont élevés à 82 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 104 million d'euros en 2011. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 46,9 % contre un taux projeté hors éléments non récurrents de 28 %, notamment du fait de la non-déductibilité de la charge de dépréciation du goodwill constatée sur la période.

Le résultat net des activités poursuivies est ressorti à 103 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 332 millions d'euros au premier semestre 2011, sous l'effet conjugué de l'amélioration du résultat d'exploitation courant et de l'augmentation des charges non récurrentes.

Le résultat net des activités abandonnées est ressorti en perte de 3 millions d'euros au premier semestre 2012, et inclut le résultat de nos activités plâtre en Amérique du Nord. Au premier semestre 2011, le résultat net des activités en cours de cession intégrait le résultat de l'ensemble de nos activités Plâtre à l'exception de celles du Moyen-Orient et Afrique et s'élevait à 20 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe¹ a atteint 13 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 260 millions d'euros en 2011, sous l'effet d'une charge non-cash de 200 million d'euros constatée sur le deuxième trimestre au titre de la dépréciation d'actifs grecs, et de 148 millions d'euros de charges de restructuration comptabilisées sur le semestre dans le cadre des initiatives entreprises pour le programme de réduction des coûts.

La contribution des participations minoritaires a atteint 87 millions d'euros en 2012, contre 92 millions d'euros en 2011, ce qui traduit la contribution accrue du Nigéria en partie annulée par la baisse des résultats en Jordanie et en Egypte.

Le résultat par action de base s'est établi à 0,05 euro au premier semestre 2012, contre 0,91 euro en 2011, reflétant la diminution du résultat net part du Groupe, le nombre de titres moyen étant resté relativement stable.

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie utilisés par les activités poursuivies se sont établis à 202 millions d'euros au premier semestre 2012 (11 millions d'euros à fin juin 2011).

Les flux nets de trésorerie utilisés par les activités poursuivies se sont inscrits en retrait de 191 millions d'euros, reflétant principalement l'évolution de la variation du fonds de roulement non strict¹ et l'impact du paiement de charges de restructuration non-récurrentes liées à la mise en oeuvre de notre programme de réduction des coûts, tandis que nos actions visant à optimiser le besoin en fonds de roulement strict² ont limité son augmentation normale sur le semestre liée au caractère saisonnier de nos activités. Le besoin en fonds de

¹ Résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

² Besoin en fonds de roulement strict : clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs

Besoin en fonds de roulement non strict : autres débiteurs et autres créateurs (dettes et créances liées aux salariés et à la TVA par exemple.)

roulement strict, rapporté en nombre de jours de chiffre d'affaires, a ainsi diminué d'un jour par rapport au premier semestre 2011.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies sont ressortis à 190 millions d'euros (contre 417 millions d'euros au premier semestre 2011).

Les investissements de maintien ont été contenus à 110 millions d'euros sur le premier semestre 2012 (122 millions d'euros au premier semestre 2011).

Les investissements de développement interne ont été fortement réduits à 201 millions d'euros, contre 357 millions d'euros au premier semestre 2011, dans le cadre de notre stricte maîtrise des dépenses.

En tenant compte des acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle¹, et la dette acquise, les acquisitions ont eu un impact net de 13 millions d'euros de réduction de notre endettement net, tenant compte de 60 millions d'euros d'indemnités reçus dans le cadre d'un accord contractuel (voir note 9.2 aux comptes).

Les cessions de 72 millions d'euros (102 millions d'euros au premier semestre 2011) recouvrent principalement la cession de la majeure partie de notre participation minoritaire dans Lafarge Aso Cement au Japon à notre partenaire Aso Corporation.

Etat de la situation financière consolidée

Au 30 juin 2012, les fonds propres du Groupe s'élevaient à 18 332 millions d'euros (18 201 millions d'euros au 31 décembre 2011) **et l'endettement net à 12 550 millions d'euros** (11 974 millions d'euros au 31 décembre 2011).

L'augmentation de 0,1 milliard d'euros des fonds propres est notamment due à l'impact de la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de l'appréciation des devises dans plusieurs des pays où nous sommes présents par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2011 et le 30 juin 2012 (impact positif de 0,4 milliard d'euros sur les fonds propres), partiellement compensé par les dividendes (impact négatif de 0,3 milliard d'euros).

L'augmentation de 0,6 milliard d'euros de l'endettement net consolidé résulte principalement des effets saisonniers habituels de notre activité sur notre trésorerie, des investissements industriels contenus (0,3 milliard d'euros) et des dividendes versés sur la période (0,1 milliard d'euros) en partie compensés par les produits de désinvestissements reçus sur la période (0,1 milliard d'euros).

Perspectives pour 2012

Le Groupe continue d'anticiper une demande de ciment en hausse et maintient son estimation de croissance de ses marchés comprise entre 1 et 4 % en 2012 par rapport à 2011. Les marchés émergents demeurent le principal moteur de croissance de la demande et Lafarge en bénéficiera grâce à la qualité et à la bonne répartition géographique de ses actifs.

Les prix devraient être en hausse sur l'année 2012, et l'inflation des coûts plus modérée qu'en 2011.

Ce document contient des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Elles portent notamment sur des plans, initiatives, événements, produits, solutions et services, leur développement et potentiel. Bien que Lafarge estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Lafarge, et notamment les risques décrits dans le Document de Référence de Lafarge disponible sur son site Internet (www.lafarge.com) et les incertitudes liées aux conditions de marché et à la mise en œuvre de nos plans. En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Lafarge ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces déclarations prospectives.

Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), notamment à la page «Information réglementée».

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

¹ Les acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle se sont élevées à 34 millions d'euros sur le S1 2012 et à 51 millions d'euros sur le S1 2011, en excluant les options de vente exercées par un tiers sur la période, et déjà comptabilisées dans la dette (option de 51 millions d'euros exercée sur le T1 2011, et option de 28 million d'euros exercée sur le T2 2012)

2. Comptes consolidés intermédiaires condensés

Compte de résultat consolidé

	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2012	2011*	2012	2011*	2011
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>					
Produits des activités ordinaires	7 614	7 260	4 261	4 054	15 284
Coût des biens vendus	(5 867)	(5 603)	(3 136)	(2 982)	(11 627)
Frais administratifs et commerciaux	(725)	(766)	(370)	(389)	(1 478)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 022	891	755	683	2 179
Plus- (moins-) values de cession	44	25	7	20	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(383)	(73)	(273)	(41)	(541)
Résultat d'exploitation	683	843	489	662	1 683
Charges financières	(591)	(529)	(289)	(266)	(1 142)
Produits financiers	83	126	19	47	143
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	10	(4)	6	-	(8)
Résultat avant impôts	185	436	225	443	676
Impôts	(82)	(104)	(107)	(107)	(432)
Résultat net des activités poursuivies	103	332	118	336	244
Résultat net des activités abandonnées	(3)	20	(6)	10	492
Résultat net	100	352	112	346	736
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	13	260	57	289	593
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	87	92	55	57	143
Résultats nets par action (euros)					
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe					
-résultat par action de base	0,05	0,91	0,20	1,01	2,07
-résultat par action dilué	0,05	0,91	0,20	1,01	2,06
Dont activités poursuivies					
-résultat par action de base	0,06	0,85	0,22	0,98	0,36
-résultat par action dilué	0,06	0,85	0,22	0,98	0,35
Nombre moyen d'actions (milliers)	287 063	286 132	287 094	286 162	286 514

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 3.11 "Opérations de cession de la branche Plâtre" annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011 suite aux opérations de cession des activités Plâtre et ne correspondent donc pas aux états financiers publiés dans le rapport financier semestriel au 30 juin 2011.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

<i>(millions d'euros)</i>	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2012	2011	2012	2011	2011
Résultat net	100	352	112	346	736
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat					
Gains et pertes actuariels	(142)	1	(118)	(29)	(345)
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	38	(6)	36	9	145
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(104)	(5)	(82)	(20)	(200)
Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat					
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-
Couverture des flux de trésorerie	1	-	(2)	(8)	1
Ecart de conversion	439	(1 249)	643	(288)	(400)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(1)	-	-	3	2
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	439	(1 249)	641	(293)	(397)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL POUR LA PÉRIODE, NETS D'IMPÔTS	335	(1 254)	559	(313)	(597)
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	435	(902)	671	33	139
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	309	(860)	544	6	(6)
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	126	(42)	127	27	145

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Gains et pertes actuariels

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 142 millions d'euros de pertes actuarielles sur le premier semestre 2012 en capitaux propres (perte de 104 millions d'euros nette d'impôts), pertes liées principalement aux régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Canada. Les pertes actuarielles liées à ces régimes résultent principalement de l'effet de la diminution des taux d'actualisation partiellement compensé par la diminution du taux d'inflation au Royaume-Uni.

Ecarts de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2012 et le 30 juin 2012 (taux de clôture) comprend 321 millions d'euros au titre de l'appréciation du dollar américain, de la livre égyptienne et du dinar algérien par rapport à l'euro.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2012	2011	2011
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	31 215	31 633	31 172
Goodwill	12 765	13 027	12 701
Immobilisations incorporelles	636	611	652
Immobilisations corporelles	15 544	16 161	15 542
Participations dans des entreprises associées	485	406	604
Autres actifs financiers	733	743	755
Instruments dérivés	34	61	80
Impôts différés	977	573	804
Autres débiteurs	41	51	34
ACTIF COURANT	10 056	8 529	9 547
Stocks et travaux en cours	1 750	1 665	1 531
Clients	2 259	2 324	1 765
Autres débiteurs	960	860	824
Instruments dérivés	107	56	61
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 619	1 960	3 171
Actifs en cours de cession	2 361	1 664	2 195
TOTAL ACTIF	41 271	40 162	40 719
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Capital	1 149	1 146	1 149
Primes	9 689	9 651	9 684
Actions propres	(12)	(17)	(17)
Réserves et résultat consolidés	6 116	5 771	6 219
Autres réserves	(855)	(560)	(751)
Ecart de conversion	120	(992)	(280)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	16 207	14 999	16 004
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	2 125	1 828	2 197
CAPITAUX PROPRES	18 332	16 827	18 201
PASSIF NON COURANT	15 098	16 208	15 260
Impôts différés	957	866	933
Provision avantages du personnel	1 409	1 035	1 295
Provisions	677	582	637
Passifs financiers	11 968	13 601	12 266
Instruments dérivés	17	46	46
Autres créditeurs	70	78	83
PASSIF COURANT	7 841	7 127	7 258
Provision avantages du personnel	169	132	167
Provisions	103	96	125
Fournisseurs	2 041	1 964	1 964
Autres créditeurs	1 714	1 779	1 499
Impôts à payer	117	162	165
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	3 257	2 610	2 940
Instruments dérivés	68	80	34
Passifs liés aux actifs en cours de cession	372	304	364
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	41 271	40 162	40 719

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(millions d'euros)	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2012	2011*	2012	2011*	2011
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat net	100	352	112	346	736
Résultat net des activités abandonnées	(3)	20	(6)	10	492
Résultat net des activités poursuivies	103	332	118	336	244
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des produits ou charges financiers ou des impôts :</i>					
Amortissements des immobilisations	501	522	252	251	1 038
Pertes de valeur des actifs	170	25	166	13	388
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(10)	4	(6)	-	8
(Plus)- et moins- valeur de cession	(44)	(25)	(7)	(20)	(45)
(Produits) charges financiers	508	403	270	219	999
Impôts	82	104	107	107	432
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	20	(4)	18	10	(59)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(802)	(627)	(231)	(200)	20
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	528	734	687	716	3 025
Intérêts reçus/payés	(477)	(488)	(339)	(339)	(944)
Impôts sur les bénéfices payés	(253)	(257)	(167)	(163)	(484)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	(202)	(11)	181	214	1 597
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	(6)	(22)	5	22	22
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(208)	(33)	186	236	1 619
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT					
Investissements industriels	(313)	(486)	(133)	(244)	(1 071)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées ⁽¹⁾	48	(8)	52	(9)	(47)
Investissement dans les entreprises associées	(2)	(5)	-	(5)	(4)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(2)	(2)	(2)	1	(3)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	63	106	1	95	2 084
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	16	(22)	(3)	5	(68)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	(190)	(417)	(85)	(157)	891
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	(1)	(21)	(1)	(12)	(48)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(191)	(438)	(86)	(169)	843
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT					
Variations de capital - propriétaires de la société mère	9	4	-	2	18
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	9	-	-	-	-
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(62)	(102)	(60)	(12)	(211)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	-	(4)	-	(4)	87
Dividendes versés	-	-	-	-	(288)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(95)	(141)	(81)	(115)	(199)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	289	155	58	109	622
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(337)	(967)	(127)	(544)	(2 442)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	(11)	273	88	212	(42)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	(198)	(782)	(122)	(352)	(2 455)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	-	14	-	4	(74)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(198)	(768)	(122)	(348)	(2 529)

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 3.1.1 "Opérations de cession de la branche Plâtre" annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011 suite aux opérations de cession des activités Plâtre et ne correspondent donc pas aux états financiers publiés dans le rapport financier semestriel au 30 juin 2011.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2012	2011*	2012	2011*	2011
<i>(millions d'euros)</i>					
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(590)	(1 210)	(26)	(295)	33
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	(7)	(29)	4	14	(100)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	38	(95)	55	(22)	(56)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	3 171	3 294	2 590	2 263	3 294
Reclassement Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	7	-	(4)	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	2 619	1 960	2 619	1 960	3 171
⁽¹⁾ Dont trésorerie des entreprises acquises	-	2	-	-	3
⁽²⁾ Dont trésorerie des entreprises cédées	1	8	(1)	2	117
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(802)	(627)	(231)	(200)	20
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(195)	(143)	(70)	(34)	(89)
(Augmentation) diminution des clients	(572)	(705)	(385)	(405)	(193)
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(81)	(13)	(44)	(14)	(33)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	58	225	182	216	302
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(12)	9	86	37	33

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 3.11 "Opérations de cession de la branche Plâtre" annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011 suite aux opérations de cession des activités Plâtre et ne correspondent donc pas aux états financiers publiés dans le rapport financier semestriel au 30 juin 2011.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	Actions en circulation (en nombre d'actions)	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres
											(millions d'euros)
Solde 1er janvier 2011	286 453 779	363 558	1 146	9 640	(26)	5 816	(555)	123	16 144	2 080	18 224
Résultat net						260			260	92	352
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(5)	(1 115)	(1 120)	(134)	(1 254)
<i>Résultat global de la période</i>						260	(5)	(1 115)	(860)	(42)	(902)
Dividendes						(288)			(288)	(164)	(452)
Paievements fondés sur des actions				11					11		11
Actions propres		(130 110)			9	(9)			-		-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						(8)			(8)	(53)	(61)
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)									-	7	7
Solde au 30 juin 2011	286 453 779	233 448	1 146	9 651	(17)	5 771	(560)	(992)	14 999	1 828	16 827
Solde 1er janvier 2012	287 247 518	233 448	1 149	9 684	(17)	6 219	(751)	(280)	16 004	2 197	18 201
Résultat net						13			13	87	100
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(104)	400	296	39	335
<i>Résultat global de la période</i>						13	(104)	400	309	126	435
Dividendes						(145)			(145)	(129)	(274)
Augmentation de capital									-	9	9
Augmentation de capital (exercice de stock-options)	7 984		-	-					-		-
Paievements fondés sur des actions				5					5		5
Actions propres		(75 530)			5	(5)					-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						32			32	(76)	(44)
Autres mouvements						2			2	(2)	-
Solde au 30 juin 2012	287 255 502	157 918	1 149	9 689	(12)	6 116	(855)	120	16 207	2 125	18 332

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe est organisé par pays (voir Notes 3.1 et 4).

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et des entités comprises dans la consolidation.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 juillet 2012.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 Comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 30 juin 2012 ont été préparés en conformité avec IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2012 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2011, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt (hors quote-part dans les résultats des entreprises associées) de la période hors éléments exceptionnels significatifs. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique des plus-values) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année. Pour les pays dont les engagements en matière de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et actifs afférents sont les plus significatifs (notamment : Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni), l'évaluation actuarielle est mise à jour à fin juin afin d'ajuster le cas échéant le montant de la « provision avantages au personnel » reconnu dans l'état de la situation financière consolidée intermédiaire. Pour les autres pays, les calculs actuariels sont réalisés annuellement et la provision est évaluée en période intermédiaire sur la base des calculs prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente.

Par ailleurs, le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2012 des indices de pertes de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT dont les analyses de sensibilité des valeurs recouvrables ont été présentées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011, notamment pour les UGT situées en Grèce et en Espagne.

Pour l'UGT Ciment Grèce, compte tenu de la poursuite de la dégradation de l'environnement économique se traduisant par un fort ralentissement de la demande, le Groupe a réalisé un test de perte de valeur au 30 juin 2012. Les risques additionnels liés au marché grec ayant été intégrés dans le plan d'affaires, le Groupe a maintenu le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini de respectivement 11% et 2% utilisés fin 2011 pour estimer la valeur d'utilité de l'UGT. Sur cette base, le Groupe a comptabilisé une dépréciation totale de 200 millions d'euros sur la Grèce (dont 160 millions d'euros de dépréciation du goodwill, le solde portant principalement sur les créances clients). La sensibilité de la valeur recouvrable à une variation défavorable de +1 point du taux d'actualisation et de -1 point du taux de croissance à l'infini reste similaire à celle présentée au 31 décembre 2011 (Voir Note 10 de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2011).

Comme lors des clôtures précédentes, les différentes hypothèses retenues tiennent compte d'une continuité de la Zone euro.

2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2012

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2011 et applicables à compter du 1^{er} janvier 2012, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2011 (page F22) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 30 juin 2012.

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2012.

2.3 Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Principaux événements de la période

3.1 Nouvelle organisation par pays

En novembre 2011, le Groupe a annoncé un projet de nouvelle organisation faisant suite à la cession de la majeure partie de ses activités Plâtre et à son recentrage sur les activités Ciment, Granulats et Béton. Il a pour objet d'accroître la différenciation de l'offre grâce au développement de produits et de solutions à plus forte valeur ajoutée pour la construction.

Ce projet de nouvelle organisation a été mis en place au cours du premier trimestre 2012 et comprend :

- la mise en place d'une organisation par pays ou groupes de pays, avec des « patrons de pays ou groupes de pays » aux responsabilités étendues à l'ensemble des activités ciment, granulats et béton et qui s'appuieraient sur des fonctions support communes ;
- la réduction d'un niveau hiérarchique, avec pour objectif la suppression de l'échelon régional ;
- la transformation en conséquence de l'organisation et des attributions du Comité exécutif avec notamment la création d'une fonction Performance et d'une fonction Innovation.

Par conséquent, le reporting interne et l'information sectorielle ont été modifiés (voir Note 4) et le goodwill de la région Moyen-Orient et Afrique (1 130 millions d'euros) a été réaffecté aux pays / groupes de pays de cette région au 1^{er} janvier 2012. Cette réallocation est sans incidence sur les résultats des tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2011.

3.2 Activités cédées ou en cours de cession

3.2.1 Opérations de cession de la branche Plâtre

Depuis juillet 2011, le Groupe a engagé un projet de cession de la majeure partie de sa branche Plâtre qui correspondait à un secteur d'activité distinct du Groupe. Sur le second semestre 2011, le Groupe a cédé ses activités d'Europe occidentale, Europe centrale et de l'est, Amérique Latine et Asie. De ce fait, les activités de la branche Plâtre (à l'exclusion des activités en Moyen-Orient et Afrique) étaient présentées comme une « activité abandonnée » comme expliqué dans la Note 3.1.1 annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011.

Les participations dont la cession n'est pas effective continuent d'être consolidées et sont présentées sur des lignes distinctes des comptes consolidés. Au 30 juin 2012, l'état de la situation financière consolidée comprend 455 millions d'euros sur la ligne « Actifs en cours de cession » (principalement le goodwill et les immobilisations corporelles) et 31 millions d'euros sur la ligne « Passifs liés aux actifs en cours de cession » (principalement des dettes fournisseurs).

Le tableau ci-après présente le résultat net des activités abandonnées :

RESULTATS DES ACTIVITES ABANDONNEES	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2012	2011	2012	2011	2011
<i>(millions d'euros sauf indication contraire)</i>					
Produits des activités ordinaires	110	713	54	362	1 236
Coût des biens vendus	(91)	(584)	(41)	(296)	(1 028)
Frais administratifs et commerciaux	(12)	(94)	(10)	(47)	(133)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructurations et autres	7	35	3	19	75
Autres produits (charges) d'exploitation (dont plus et (moins) valeurs de cession)	(11)	(2)	(10)	(2)	466
Résultat d'exploitation	(4)	33	(7)	17	541
Résultat financier	-	(7)	-	(6)	(6)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-	3	-	2	(15)
Résultat avant impôts	(4)	29	(7)	13	520
Impôts	1	(9)	1	(3)	(28)
Résultat net des activités abandonnées	(3)	20	(6)	10	492
<i>Dont part attribuable aux :</i>					
Propriétaires de la société mère du Groupe	(3)	20	(6)	10	490
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-	-	-	-	2
Résultats net par action des activités abandonnées (euros)					
- résultat par action de base	(0,01)	0,06	(0,02)	0,03	1,71
- résultat par action dilué	(0,01)	0,06	(0,02)	0,03	1,71

Les actifs amortissables ne sont plus amortis (incidence de 10 millions d'euros au 30 juin 2012).

3.2.2 Accord entre Lafarge et Anglo American

Les actifs et passifs de Lafarge Cement UK et de Lafarge Aggregates and Concrete UK qui seront apportés à la coentreprise avec Tarmac Quarry Materials ont été présentés depuis le 18 février 2011 comme des actifs en cours de cession (comme expliqué dans la Note 3.1.2 annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2011). Le 1^{er} mai 2012, la Commission de la Concurrence a approuvé le projet de coentreprise entre Lafarge UK et Tarmac, sous réserve de cessions que les deux entreprises sont confiantes de pouvoir réaliser.

Les actifs amortissables ne sont plus amortis (incidence de 30 millions d'euros au 30 juin 2012). Au 30 juin 2012, les actifs en cours de cession de Lafarge UK, d'un montant de 1 906 millions d'euros, sont essentiellement composés du goodwill et des immobilisations corporelles. Les passifs liés aux actifs en cours de cession de Lafarge UK, d'un montant de 341 millions d'euros, sont quant à eux notamment composés de dettes fournisseurs.

3.3 Autres événements

Au cours du premier semestre, le Groupe a comptabilisé 148 millions d'euros de charges de restructuration dans le cadre du plan de réduction des coûts.

Note 4. Information sectorielle

Au 1^{er} janvier 2012, l'organisation par activité a été remplacée par une organisation par pays (voir Note 3.1), les pays ou des groupes de pays devenant les secteurs opérationnels du Groupe. 6 régions sont présentées, correspondant à des regroupements de pays ou groupes de pays (sauf l'Amérique du Nord qui est un secteur opérationnel) :

- Europe occidentale
- Amérique du Nord
- Europe Centrale et de l'Est
- Moyen-Orient et Afrique
- Amérique Latine
- Asie

De ce fait, les chiffres comparatifs pour 2011 ont été retraités.

L'information sectorielle ci-après pour chaque secteur présenté est conforme à celle présentée au Président-directeur général⁴ aux fins de prises de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Chaque secteur opérationnel tire ses revenus des produits suivants :

- Une large gamme de ciments et liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- Les granulats et béton ;
- Les autres produits : principalement le plâtre.

La direction du Groupe suit la performance de l'activité sur la base :

- du chiffre d'affaires par origine ;
- du résultat brut d'exploitation (EBITDA), défini comme le résultat d'exploitation avant plus values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels ;
- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres ; et
- des capitaux investis, définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement.

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables utilisés pour les indicateurs de l'information sectorielle sont conformes à ceux appliqués aux comptes consolidés (tels que décrits en Note 2).

Les ventes et transferts entre les secteurs opérationnels sont réalisés au prix du marché.

⁴ Principal Décideur Opérationnel

(a) Information par secteur

30 juin 2012 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	1 660	1 395	572	2 262	474	1 414	
Moins : inter-secteur	(36)	-	(11)	(66)	-	(50)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	1 624	1 395	561	2 196	474	1 364	7 614
EBITDA	279	119	86	643	129	267	1 523
Dotation aux amortissements des immobilisations	(93)	(99)	(39)	(163)	(21)	(86)	(501)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	186	20	47	480	108	181	1 022
Plus- (moins-) values de cession	-	2	-	-	-	42	44
Autres produits (charges) d'exploitation	(297)	(45)	(9)	(21)	(2)	(9)	(383)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(163)</i>	<i>(3)</i>	<i>(3)</i>	<i>(1)</i>	-	-	<i>(170)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(111)	(23)	38	459	106	214	683
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	65	33	60	59	23	73	313
Capitaux investis	4 152	5 909	2 677	12 299	1 351	4 110	30 498
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	5 490	6 498	2 944	13 515	1 580	5 146	35 173
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>155</i>	<i>19</i>	<i>42</i>	<i>224</i>	<i>37</i>	<i>8</i>	<i>485</i>
Actifs en cours de cession	1 906	455	-	-	-	-	2 361
Actifs non alloués ^(a)							3 737
TOTAL ACTIF							41 271
Passifs sectoriels	2 027	1 767	295	1 197	234	780	6 300
Passifs liés aux actifs en cours de cession	341	31	-	-	-	-	372
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							34 599
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							41 271

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

30 juin 2011 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	1 838	1 236	577	2 093	434	1 244	
Moins : inter-secteur	(38)	-	(16)	(56)	-	(52)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	1 800	1 236	561	2 037	434	1 192	7 260
EBITDA	345	58	118	572	115	205	1 413
Dotation aux amortissements des immobilisations	(110)	(121)	(35)	(153)	(21)	(82)	(522)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	235	(63)	83	419	94	123	891
Plus- (moins-) values de cession	21	-	-	1	-	3	25
Autres produits (charges) d'exploitation	(45)	(2)	(7)	(11)	(1)	(7)	(73)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	(23)	-	(2)	-	-	-	(25)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	211	(65)	76	409	93	119	843
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	96	43	71	161	21	94	486
Capitaux investis	4 820	6 428	2 443	11 927	1 502	4 002	31 122
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	6 756	6 783	2 708	13 121	1 719	4 761	35 848
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	142	16	50	117	19	62	406
Actifs en cours de cession	1 664	-	-	-	-	-	1 664
Actifs non alloués ^(a)							2 650
TOTAL ACTIF							40 162
Passifs sectoriels	2 412	1 228	288	991	242	667	5 828
Passifs liés aux actifs en cours de cession	304	-	-	-	-	-	304
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							34 030
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							40 162

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 décembre 2011 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	3 547	3 110	1 323	4 200	905	2 510	
Moins : inter-secteur	(70)	-	(30)	(108)	-	(103)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	3 477	3 110	1 293	4 092	905	2 407	15 284
EBITDA	669	431	329	1 131	246	411	3 217
Dotation aux amortissements des immobilisations	(213)	(235)	(73)	(311)	(42)	(164)	(1 038)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	456	196	256	820	204	247	2 179
Plus- (moins-) values de cession	21	27	-	-	(1)	(2)	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(314)	(18)	(15)	(173)	(9)	(12)	(541)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(253)</i>	<i>(7)</i>	<i>(10)</i>	<i>(115)</i>	-	(3)	<i>(388)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	163	205	241	647	194	233	1 683
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	218	93	158	307	56	239	1 071
Capitaux investis	4 432	5 518	2 524	12 037	1 377	4 054	29 942
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	5 610	6 072	2 789	13 421	1 653	4 863	34 408
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>148</i>	<i>18</i>	<i>41</i>	<i>288</i>	<i>37</i>	<i>72</i>	<i>604</i>
Actifs en cours de cession	1 762	433	-	-	-	-	2 195
Actifs non alloués ^(a)							4 116
TOTAL ACTIF							40 719
Passifs sectoriels	1 883	1 685	249	1 125	257	736	5 935
Passifs liés aux actifs en cours de cession	337	27	-	-	-	-	364
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							34 420
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							40 719

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

(b) Information par ligne de produit

<i>(en millions d'euros)</i>	Produits des activités ordinaires externes			Produits des activités ordinaires		
	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011	30 juin 2012	30 juin 2011	31 décembre 2011
Ciment	5 127	4 822	9 975	5 470	5 134	10 622
Granulats & Béton	2 443	2 396	5 227	2 450	2 401	5 238
Autres produits	44	42	82	44	42	82
Eliminations				(350)	(317)	(658)
Total	7 614	7 260	15 284	7 614	7 260	15 284

(c) Information par pays

<i>(millions d'euros)</i>	30 juin 2012		30 juin 2011		31 décembre 2011	
	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels
Europe occidentale	1 624	4 220	1 800	5 106	3 477	4 422
<i>dont :</i>						
<i>France</i>	959	2 334	1 026	2 488	1 949	2 349
<i>Royaume-Uni</i>	414	-	422	59	847	-
Amérique du Nord	1 395	5 207	1 236	5 619	3 110	5 145
<i>dont :</i>						
<i>Etats-Unis *</i>	588	1 672	572	2 163	1 347	1 676
<i>Canada *</i>	807	908	664	919	1 763	914
Europe centrale et de l'est	561	2 481	561	2 292	1 293	2 465
Moyen Orient et Afrique	2 196	12 173	2 037	11 849	4 092	12 070
<i>dont :</i>						
<i>Egypte</i>	241	2 782	271	2 478	481	2 729
<i>Algérie</i>	287	3 189	265	3 039	518	2 954
Amérique latine	474	1 353	434	1 449	905	1 403
<i>dont :</i>						
<i>Brésil</i>	329	933	306	1 048	638	993
Asie	1 364	3 996	1 192	3 890	2 407	3 994
Total	7 614	29 430	7 260	30 205	15 284	29 499

* Actifs non courants hors goodwill

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action des activités poursuivies pour les périodes closes les 30 juin 2012 et 2011, et pour le 31 décembre 2011 est présenté ci-dessous :

	6 mois		31 décembre
	2012	2011	2011
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	13	260	593
<i>Dont résultat net des activités poursuivies</i>	16	240	103
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	287 063	286 132	286 514
Nombre total d'actions potentielles dilutives	1 091	937	801
Nombre moyen d'actions - dilué	288 154	287 069	287 315
Résultat par action (euros)	0,05	0,91	2,07
Résultat dilué par action (euros)	0,05	0,91	2,06
Résultat par action des activités poursuivies (euros)	0,06	0,85	0,36
Résultat dilué par action des activités poursuivies (euros)	0,06	0,85	0,35

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	30 juin		31 décembre
	2012	2011	2011
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	11 919	13 539	12 216
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	49	62	50
Passifs financiers, part à plus d'un an	11 968	13 601	12 266
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	3 200	2 433	2 842
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	57	177	98
Passifs financiers, part à moins d'un an	3 257	2 610	2 940
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	15 119	15 972	15 058
Total options de vente octroyées aux minoritaires	106	239	148
Total passifs financiers	15 225	16 211	15 206

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

<i>(millions d'euros)</i>	30 juin		31 décembre
	2012	2011	2011
A plus de cinq ans	3 703	6 081	4 869
A plus d'un an et moins de cinq ans	8 216	7 458	7 347
Part à plus d'un an	11 919	13 539	12 216
A plus de six mois et moins d'un an	707	653	1 627
A moins de six mois	2 493	1 780	1 215
Passifs financiers, part à moins d'un an	3 200	2 433	2 842
Total	15 119	15 972	15 058

- Les passifs financiers à moins d'un an que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers" (29 millions d'euros au 30 juin 2012 et 57 millions d'euros au 31 décembre 2011). La variation nette de ces passifs est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an" si elle est positive et en "Remboursement des passifs financiers à plus d'un an" si elle est négative. La variation nette de ces passifs est une diminution de 28 millions d'euros au 30 juin 2012 (une diminution de 67 millions d'euros au 30 juin 2011 et une diminution de 667 millions d'euros au 31 décembre 2011).

- La convention de crédit d'un montant initial de 1 850 millions d'euros signée en 2004 pour une période de 5 ans a été modifiée à plusieurs reprises avec succès. Par le dernier avenant du 19 mars 2012, le montant a été réduit à 1 235 millions d'euros et l'échéance étendue au 28 juillet 2015 à hauteur de 1 200 millions d'euros. Cette ligne de crédit syndiquée est assortie d'une option de sortie applicable sur une base individuelle dans l'hypothèse où le ratio dette nette sur EBITDA serait supérieur à 4,75, sans que cela ne soit constitutif d'un cas de défaut et sans impact sur les autres contrats de financement du Groupe.

Taux d'intérêt

- Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 30 juin 2012 à 6,2 % (5,8% au 30 juin 2011 et 6,2% au 31 décembre 2011).
- Le taux d'intérêt moyen de l'endettement net après swaps (endettement brut minoré de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) s'établit à 7,1 % au premier semestre 2012 contre 6,2% au premier semestre 2011 et 6,3% pour l'année 2011.

Programme de cession de créances (titrisation)

- Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales sous forme de titrisation, tels que décrits dans la Note 17 des comptes consolidés du Document de référence 2011.
- Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises, nord américaines, britanniques et espagnoles ont convenu de vendre certaines de leurs créances clients. Ces créances clients cédées sont conservées dans l'état de situation financière et s'élèvent au 30 juin 2012 à 520 millions d'euros (855 millions d'euros au 30 juin 2011 et 537 millions d'euros au 31 décembre 2011).
- La part à moins d'un an des passifs financiers, financement reçu dans le cadre de ces programmes, s'élève à 383 millions d'euros au 30 juin 2012 (692 millions d'euros au 30 juin 2011 et 404 millions d'euros au 31 décembre 2011).
- Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 137 millions d'euros au 30 juin 2012 (163 millions d'euros au 30 juin 2011 et 133 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Options de vente octroyées aux minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 121 millions d'euros en valeur 30 juin 2012 (162 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Une partie de ces options est exerçable actuellement pour un montant, en valeur 30 juin 2012, de 72 millions d'euros. Le solde, soit 49 millions d'euros, est exerçable pour partie à compter de 2014 et pour partie à compter de 2015.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 106 millions d'euros et 148 millions d'euros au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011, les autres options étant octroyées à des actionnaires de coentreprises.

Le goodwill lié aux options de vente octroyées aux minoritaires avant le 1^{er} janvier 2010, s'élève à 48 millions d'euros et 71 millions d'euros au 30 juin 2012 et 31 décembre 2011 respectivement.

Note 7. Capitaux propres

(a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action voté par le Groupe en 2012 au titre de l'exercice 2011 (payé en juillet 2012) ainsi que celui voté en 2011 au titre de l'exercice 2010 (payé en juillet 2011).

(en euros, sauf indication contraire)	2011	2010
Dividende total (en millions d'euros)	145	288
Dividende par action	0,50	1,00
Dividende majoré par action	0,55	1,10

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 31 décembre 2011	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 30 juin 2012
Actifs financiers disponibles à la vente	21	-	-	21
<i>Valeur brute</i>	31	-	-	31
<i>Impôt différé</i>	(10)	-	-	(10)
Couverture des flux de trésorerie	(29)	(1)	1	(29)
<i>Valeur brute</i>	(41)	(1)	2	(40)
<i>Impôt différé</i>	12	-	(1)	11
Gains et pertes actuariels	(743)	(104)	-	(847)
<i>Valeur brute</i>	(1 070)	(142)	-	(1 212)
<i>Impôt différé</i>	327	38	-	365
Total Autres réserves	(751)	(105)	1	(855)
Total Ecarts de conversion	(280)	409	(9)	120
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(1 031)	304	(8)	(735)

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Concurrence

Allemagne – Ciment : À la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Par ailleurs, le 15 août 2007, Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent. La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel a finalement été rendue le 26 juin 2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende restant due à 24 millions d'euros. Lafarge Zement a formé un pourvoi devant la cour suprême évoquant des moyens de droit. La décision de la Cour Suprême devrait intervenir en 2012.

Dans l'action civile de groupe introduite en parallèle par des tiers estimant avoir subi un dommage du fait de telles pratiques anticoncurrentielles en Allemagne, suite aux audiences ayant eu lieu devant le tribunal régional de Düsseldorf, une décision pourrait être annoncée au cours du troisième trimestre 2012.

La provision globale au titre de ces cas s'élève à 24 millions d'euros au 30 juin 2012.

Inde – Ciment : En Inde, une enquête avait été initiée en 2011 à l'encontre des principaux acteurs du marché indien du ciment. Suite à cette enquête, par décision en date du 21 juin 2012, la Commission de la concurrence de l'Inde a condamné les cimentiers pour non-respect des dispositions du « Competition Act, 2002 » relatif aux accords anticoncurrentiels. La Commission a condamné 11 cimentiers, dont notre filiale Lafarge India PVT Ltd. La Commission a également condamné l'association professionnelle indienne des cimentiers. La sanction infligée à Lafarge India PVT Ltd est de 4,8 milliards de roupies (67 millions d'euros), sur un montant total de soixante milliards de roupies (830 millions d'euros). Lafarge India PVT Ltd conteste vigoureusement le fondement de cette condamnation et va introduire un recours en appel devant le « Competition Appeal Tribunal », ainsi qu'une requête visant à sursoir au paiement jusqu'à décision finale. Aucune provision n'a été constituée.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

Europe – Ciment : En novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une enquête officielle (sans qu'il s'agisse toutefois d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui font l'objet de l'enquête concernent d'éventuelles restrictions de flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'EEE, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur les marchés du ciment et les marchés connexes (bétons, granulats). Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept (7) : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. L'enquête de la Commission est en cours et Lafarge répond à ses multiples demandes d'informations. En novembre 2011, Lafarge a reçu à la suite de sa dernière réponse une injonction de lever toutes réserves et de fournir à la Commission sous la menace d'une astreinte toutes informations complémentaires nécessaires à la poursuite de son enquête. Lafarge a fourni diligemment lesdites informations et a par ailleurs déposé un recours en annulation contre cette décision d'astreinte. Les prochaines étapes de cette enquête ne sont pas connues et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.

Grande-Bretagne – Ciment : Le 18 janvier 2012, l'"Office of Fair Trading" (OFT) a annoncé avoir demandé à la Commission de la Concurrence de mener une enquête sectorielle approfondie sur le marché des Granulats, du Ciment et du Béton ("Industrie") en Grande-Bretagne. L'OFT estime avoir des raisons suffisantes de penser que des problèmes de concurrence, liés à la structure du marché, peuvent exister, et considère que l'Industrie présente des caractéristiques susceptibles de limiter l'intensité de la concurrence en Grande-Bretagne. En conséquence, la Commission de la Concurrence va mener une enquête sectorielle approfondie sur l'approvisionnement des produits visés et décider s'il y a lieu à mesures correctives structurelles et/ou comportementales. Nos filiales anglaises continuent à coopérer pleinement

avec la Commission de la Concurrence, qui devrait conclure son enquête dans les années à venir (fin 2013 ou début 2014). Nous ne pouvons pas préjuger à ce stade des conséquences potentielles de cette enquête.

Autres procédures

États-Unis – Ouragan Katrina : Fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. (LNA) et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par LNA qui aurait provoqué la rupture de la digue du "Inner Arbor Navigational Canal" à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le Gouvernement des États-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action).

Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010. Dans une décision en date du 20 janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de LNA. Après avoir interjeté appel de cette décision, ces demandeurs ont par la suite décidé de le retirer. Notre filiale a alors déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire ("Motion for Summary Judgment") à l'encontre de l'ensemble des autres demandeurs. L'audience s'est tenue en octobre 2011, et une décision a été rendue par la "Federal Court" le 20 mars 2012 accordant ce jugement sommaire en faveur de LNA et contre l'ensemble des autres instances introduites devant la "Federal Court". Les plaignants ont fait appel de cette décision. Le 16 septembre 2011, une nouvelle action a été initiée par le "Parish of Saint Bernard" devant la "State Court" de Louisiane. Notre filiale a demandé le renvoi de cette action devant le même juge de la "Federal Court" saisi des principales actions ; requête à laquelle il a été consenti. LNA a alors déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire contre "Parish of Saint Bernard".

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à toutes ces actions en cours. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur sa situation financière.

À l'occasion des cessions intervenues au cours des dernières années, Lafarge et ses filiales ont accordé des garanties usuelles, notamment en matière comptable, fiscale, sociale, de qualité produits, de litiges, de concurrence, et d'environnement. Lafarge et ses filiales ont reçu ou pourraient recevoir à l'avenir des demandes de mise en jeu de ces garanties. Au regard de l'analyse actuelle, il a été globalement conclu qu'il n'y avait pas lieu de comptabiliser à ce jour de provisions importantes au titre de telles réclamations ou cessions.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage qui pourraient avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Engagements hors bilan

(millions d'euros)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	30 Juin 2012	31 Décembre 2011
ENGAGEMENTS DONNES					
Engagements liés aux activités opérationnelles					
Engagements d'investissements industriels et autres engagements d'achat	441	667	548	1 656	1 383
Locations d'exploitation	231	539	301	1 071	1 097
Autres engagements	285	149	106	540	603
Engagements liés au financement					
Nantissement de titres	-	11	86	97	101
Nantissement d'actifs	94	413	5	512	629
Cautions et autres garanties	13	202	-	215	96
Paiements d'intérêts prévus ⁽¹⁾	871	2 305	1 143	4 320	4 649
Paiements nets prévus dans le cadre des sw aps de taux d'intérêts ⁽²⁾	-	3	-	3	19
Engagements liés au périmètre					
Garanties de passif	132	297	18	447	441
Obligations de rachat d'intérêt dans des co-entreprises	15	-	-	15	15
ENGAGEMENTS RECUS ⁽³⁾					
Lignes de crédit confirmées et lignes d'acquisition non utilisées	10	3 434	-	3 444	4 010

⁽¹⁾ Les paiements d'intérêts prévus sont déterminés sur la base des taux en vigueur au 30 juin et sont calculés hors intérêts sur billets de trésorerie dont les taux sont précomptés. Les paiements d'intérêts prévus incluent les paiements d'intérêts sur les instruments dérivés de change.

⁽²⁾ Les paiements d'intérêts prévus pour la jambe variable des swaps sont calculés sur la base des taux en vigueur au 30 juin

⁽³⁾ voir 9.2

9.1 – Engagements donnés**(a) Engagements liés aux activités opérationnelles**

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe a souscrit des contrats à long terme d'approvisionnement en matières premières ou en énergie.

Le Groupe est engagé en tant que preneur dans des contrats de location d'exploitation portant sur des terrains, des carrières, des constructions et des équipements. Le montant en engagement hors bilan correspond aux loyers futurs minimaux.

(b) Engagements liés au périmètre

Dans le cadre de ses opérations de cession, le Groupe a accordé aux acquéreurs des garanties de passif, pour lesquelles le risque est jugé mineur, pour un montant maximum total en vigueur au 30 juin 2012 de 448 millions d'euros.

9.2 – Engagements reçus

Dans le cadre de ses opérations d'acquisition, le Groupe a reçu des garanties de passifs pour un montant maximum de 129 millions d'euros dans le cadre de l'acquisition des opérations cimentières de Votorantim au Brésil en 2010. Le Groupe a par ailleurs reçu des garanties spécifiques pour couvrir certains actifs, propriétés et accords spécifiques liés à cette transaction.

Par transaction en date du 21 juin 2012 (laquelle a été préalablement approuvée par le Conseil d'administration de Lafarge et sera présentée lors de la prochaine assemblée générale) la société Orascom Construction Industries S.A.E (OCI) s'est engagée à verser à Lafarge 73 millions d'euros (dont 62,5 millions d'euros ont été perçus au 30 juin) pour règlement de l'ensemble des mises en jeu des garanties effectuées par Lafarge depuis l'acquisition en 2008 des activités cimentières de OCI, à l'exception de deux sujets spécifiques pour lesquels des garanties sont maintenues.

Note 10. Opérations avec des parties liées

Voir Note 9.2 ci-avant concernant la transaction portant sur la mise en œuvre de garanties consenties par Orascom Construction Industries ('OCI').

Note 11. Evénements postérieurs à la clôture

Le 9 juillet 2012, le Groupe a réalisé une émission obligataire de 500 millions d'euros d'une durée de 7 ans, portant un coupon de 5,875%.

Le 10 juillet 2012, le Groupe a réalisé une émission obligataire sous la forme d'un placement privé de 175 millions d'euros, d'une durée de 5 ans et demi et portant un coupon de 5%.

Attestation des responsables du rapport financier semestriel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Lafarge et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 26 juillet 2012,

Jean-Jacques Gauthier
Directeur général adjoint Groupe Finance

Bruno Lafont
Président-Directeur Général

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lafarge, relatifs à la période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 27 juillet 2012

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé